Le Conseil,

Vu le rapport du 5 octobre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre des opérations de développement social urbain et de la convention particulière du contrat de ville pour le quartier Bel Air à Saint Priest, une restructuration urbaine du secteur Henri Barbusse a été engagée.

Le lancement de l'opération a été approuvé par délibération en date du 13 mai 1996 et la mission de maîtrise d'oeuvre lors de la séance du 16 décembre 1997, pour un coût de 2 735 003 F TTC.

Le projet porte sur le secteur Bel Air 2 dont la réhabilitation du bâti est en cours d'achèvement et vise à créer une véritable entrée du quartier, à redonner une lisibilité interne, à requalifier les espaces extérieurs et à permettre la connexion physique des trois sous-secteurs que sont Bel Air 1, 2 et 3. Il s'agit d'un projet global qui nécessite des interventions sur des domanialités différentes et qui entraînerait, à son issue, des transferts de domanialité.

Le chiffrage prévisionnel du montant des travaux s'élèverait à 35 735 000 TTC (honoraires de maîtrise d'oeuvre compris) pour lequel la commune de Saint Priest s'engagerait à hauteur de 6 000 000 F et l'office Portes des Alpes Habitat à hauteur de 3 400 000 F.

Le projet global se décomposerait en deux tranches de restructuration des espaces extérieurs.

La première tranche, objet de cette délibération, concerne le secteur Bel Air 2 avec la rue Henri Barbusse, la première partie du mail piétonnier, les deux voiries latérales et les reprises de réseau liées aux travaux.

La seconde tranche vous sera présentée lors d'un prochain conseil. Elle concernera la seconde partie du mail piétonnier, les espaces de proximité, les parcs de stationnement de proximité, les espaces publics et l'aménagement permettant la liaison avec les quartiers Bel Air 1 et Bel Air 2, ainsi que les aménagements autour des tours 104, 106 et la maison des jeunes (MJC).

Le coût des travaux de la première tranche de cette opération sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine est évalué à 8 400 000 F TTC pour lequel le montage financier serait le suivant :

- Etat	600 000 F
- PIC URBAN	400 000 F
- Office Porte des Alpes Habitat	850 000 F
- commune de Saint Priest	1 500 000 F
- Communauté urbaine	5 050 000 F

L'exécution de cette première tranche serait liée, outre l'octroi des financements attendus de l'Etat et du programme URBAN, aux délibérations des partenaires à intervenir, à savoir, d'une part, la commune de Saint Priest pour les travaux à réaliser pour son compte, pour les espaces verts et l'éclairage public, d'autre part, l'office Porte des Alpes Habitat, propriétaire de terrains, pour la mise à la disposition de la Communauté urbaine de ses biens ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 13 mai 1996 et 16 décembre 1997 ;

Vu l'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve la première tranche de l'opération telle qu'elle lui est présentée ainsi que son financement.

2° - Autorise monsieur le président à :

a) - solliciter la subvention de l'Etat au taux maximum au titre des travaux concernant la première tranche et les subventions URBAN,

b) - signer :

- une convention avec la commune de Saint Priest prévoyant :

- . les modalités d'intervention de la Communauté urbaine pour son compte, notamment les espaces verts et l'éclairage public, en application de l'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales,
- . le principe de remise d'ouvrages réalisés, de leur entretien et de leur gestion,
- . le principe de redistribution du foncier en fonction des nouvelles domanialités générées par le projet d'aménagement,

- . les modalités de versement de la participation financière de la commune de Saint Priest à la Communauté urbaine dans le cadre de cette opération,

- une convention avec l'office Porte des Alpes Habitat prévoyant :

- . la mise à disposition de ses terrains,
- . le principe de redistribution éventuelle du foncier en fonction des nouvelles domanialités générées par le projet d'aménagement du secteur,
- . le principe de remise d'ouvrages réalisés, de leur entretien et de leur gestion,
- . les modalités de versement de son éventuelle participation financière dans le cadre de cette opération.

3° - Les dépenses en résultant seront prélevées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 1999 et suivants - comptes 231 510 et 458 1 à créer - fonction 824 - opération 0059.

4° - Les recettes attendues seront inscrites et à inscrire au budget de la Communauté urbaine - exercices 1999 et suivants - comptes 132 100, 132 400, 132 700, 132 800 et 458 2 à créer - fonction 824 - opération 0059.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,